

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

Un an, 6 mois, 3 mois.  
Paris. . . . . 24 12 7  
Départements. 36 18 10  
Etranger. . . . 48 24 13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16  
de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

« Se rallie à notre bannière qui vaudra, l'attaque qui l'ose ! »

Nous prions les républicains démocrates qui trouvent que notre journal *la Commune de Paris* a déjà rendu quelques services à la cause du peuple de contribuer dans la limite de leur influence à sa propagation et à sa durée. La création de ce journal, toute spontanée au milieu des barricades, n'est pas une œuvre de spéculation, mais une œuvre de dévouement.

Paris, 1<sup>er</sup> mai.

Encore une fois, peuple, nous te conjurons de rester calme. Ne va pas compromettre par ta précipitation la plus belle des causes.

Nous sommes révolutionnaires, tu le sais ; nous poursuivons la réalisation de toutes les conséquences du grand principe social, en dehors duquel il n'y a pour toi que douleur, faim et misère. Nous voulons la réhabilitation de tous complète, absolue. Nous voulons que le malheur de trente-quatre millions d'hommes ne serve plus de piédestal au bonheur d'un million de privilégiés.

Eh bien ! au nom même du saint dogme de la démocratie, au nom du progrès et de toutes les conquêtes de l'avenir, que des tentatives réactionnaires voudraient nous ravir jusque dans la main, nous t'adjurons de réprimer une trop légitime impatience. Oppose le mépris à des provocations perfides, et ne te laisse jamais emporter jusqu'à l'agression. Tu as pour toi la vérité, la justice, la force et le nombre ; tu triompheras. Ce que le peuple veut, Dieu le veut. L'égoïsme et l'impétié n'ont jamais vaincu.

Patience donc ; quelques jours encore : ton jour viendra. Ton souffle niveleur aura bientôt balayé ces vains obstacles que la coalition voudrait amonceler sur la route de l'humanité.

Nous le répétons : les plus horribles tyrans sont ceux qui se sont fait un marchepied de la démocratie, hommes toujours tarés et infâmes.

## DE LA PRESSE RÉPUBLICAINE.

Jusqu'ici les journaux ont vécu sur des intérêts coterie ; il faut qu'ils vivent maintenant sur des principes. Nous voulons la liberté pour tous ; mais en maintenant l'indépendance des opinions écrites, nous avons le droit de juger les organes de ces opinions plus ou moins saines. Selon nous, le journalisme est à la veille de subir une grande et profonde transformation. Il faut qu'il change ou qu'il meure. L'opposition de nuances, celle qui consistait depuis dix-huit ans à opposer un homme contre un homme, M. Thiers, par exemple, contre M. Guizot, et qui masquait ainsi

volontairement, sous une guerre incessante de personnalités, les vrais intérêts du pays ; cette opposition, dis-je, n'existe plus. Les fausses armes de la lutte se sont brisées dans la victoire.

Les feuilles de l'opposition constitutionnelle font encore mine d'exister ; mais leur influence, quoi qu'elles disent et quoi qu'elles fassent, a disparu sans retour. Tous les efforts qu'elles tentent pour se rallier, le lendemain du combat, à un ordre de choses nouveau ne sauraient les sauver d'une ruine morale. Quelques-unes de ces feuilles ex-dynastiques jouissent, dit-on, d'une prospérité accrue par le développement subit de l'idée politique et par l'abolition du timbre. Nous ne leur envions pas ce genre de succès. Le nombre d'abonnés d'un journal est l'affaire de l'industriel et non celle du penseur. Il nous suffit de constater que les formes du journalisme doivent changer avec les événements. En vain les anciens organes du parti constitutionnel cherchent-ils à se greffer sur la République ; leur passé se lève contre eux : « On ne met pas, disait Jésus-Christ, de vin nouveau dans les vieilles outres. » On ne met pas, dirons-nous à notre tour, des principes démocratiques dans les journaux qui ont servi sous la royauté.

Les adhésions de toutes sortes pleuvent autour du Gouvernement nouveau. Ces adhésions d'écrivains attachés depuis dix-huit ans à une monarchie égoïste et parjure constituent un immense danger pour la République naissante. Nous aimons mieux un ennemi avoué qu'un ami tiède et forcé dans ses sentiments par la pression des circonstances. A Dieu ne plaise que nous voulions pour cela semer la discorde et le soupçon dans le champ de l'opinion publique. La fraternité nous impose le devoir de sacrifier nos justes inimitiés sur l'autel de la patrie. Ne nous haïssons pas ; mais souvenons-nous.

L'oubli des trahisons et des iniquités du dernier règne serait un oubli immoral dont la France aurait à répondre plus tard devant ses enfants. Tout ce qui a mis directement ou indirectement la main dans les affaires de la monarchie déchue doit se retirer de lui-même devant le châtiement et la ruine inévitable de ce pouvoir condamné. Les feuilles politiques dont le concours a servi l'existence du principe de la royauté seront forcées d'obéir à ce même mouvement de retraite. Il faut à la France une génération intacte et des organes nouveaux.

Dès qu'un gouvernement est renversé dans la poussière, c'est à qui se défendra d'en avoir été. On ne rencontre plus depuis deux mois ni royalistes ni conservateurs, tant ils se cachent habilement sous les couleurs républicaines. Les journaux en font autant ; interrogez même les *Débats*, ils vous répondront qu'ils ont toujours été pour le gouvernement de tous. Mêlez-vous de ces pro-

fessions de foi rétrospectives. N'en croyez pas les hommes, mais leurs œuvres. On reconnaît les vrais républicains aux sacrifices qu'ils ont faits pour la cause de la démocratie. Les rédacteurs ex-dynastiques, dont la conscience se tricolore maintenant sous le reflet des événements, manquent à la fois de franchise et de dignité. Ne soyez pas dupes, citoyens, de cette mascarade d'opinions plus ou moins travesties ! Ces hommes sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier, je veux dire les caméléons de la circonstance.

Si vous étiez si démocrates, avant la révolution de février, mes beaux messieurs, d'où vient donc que vous ne le disiez pas ? Les bons et sincères républicains n'ont point attendu la République pour découvrir le dernier mot de leur cœur. Les prisonniers ne les ont point intimidés ; ils ont confessé leurs principes devant les hommes et devant Dieu.

Aujourd'hui les idées seules auront puissance sur les masses. Les seules feuilles qui agiteront le sentiment moral et politique du pays seront des feuilles de doctrine. Pas de système social, pas d'influence. Les anciens journaux, habitués à vivre sur la critique des actes du ministère, se trouvent fort dépourvus aujourd'hui que la Révolution est venue à eux comme un coup de foudre. Ils se réduisent alors au simple rôle de novellistes. Il en est d'autres qui défendent, dans un style plat et langoureux, les intérêts de la réaction. C'est une triste manœuvre que celle de remonter le cours des fleuves ou le cours des idées. Ces pauvres chevaux de halage traînent là un coche bien lourd et bien misérable. Laissez donc pour passé ce qui est passé, et tournez-vous vers l'avenir.

Pour parler maintenant, et surtout pour parler haut, il est nécessaire de remonter au delà des faits. La politique comme on l'entendait jusqu'ici, c'est-à-dire la science des incidents, la pratique des hommes et des affaires, la rouerie des antichambres, ne suffit plus au cercle d'activité de l'intelligence nationale. Il faut autre chose. La politique du fait est une politique morte. L'esprit de la Révolution doit aujourd'hui vivifier toutes les branches de l'enseignement populaire. La République ne doit pas être qu'une forme de gouvernement ; il faut qu'elle soit de plus une ère nouvelle pour l'entendement humain. Si la condition morale des classes laborieuses n'est point perfectionnée ; si la richesse intellectuelle et matérielle du pays n'augmente point sous une administration mieux ordonnée des forces de chacun ; si en un mot l'homme ne se sent pas plus libre, plus heureux, plus complet sous le régime républicain que sous la monarchie, il y aura eu un changement de pouvoir, mais il n'y aura pas eu de révolution.

La presse nouvelle ne saurait trop se convain-

cre de toute l'étendue de sa mission. Elle commence un apostolat qui impose des devoirs ; elle a charge de l'avenir. Son rôle est de surveiller l'Assemblée nationale, qui dans quelques jours doit reconstruire une tête de société. Cette constitution nouvelle, où la trouverons-nous, sinon dans l'étude des lois de la nature humaine. La philosophie doit contracter des liens élevés avec la politique socialiste.

La base d'une constitution organique a besoin d'être cherchée dans les principes éternels du juste et du vrai. Les opinions sont individuelles ; les principes sont universels et souverains. C'est donc à ces derniers qu'il faut rattacher notre esprit si nous voulons réagir contre l'égoïsme et la division. Pour éclairer la marche du législateur dans cette voie difficile, la presse doit recueillir des lumières religieuses et morales. Son rôle de critique finit ; son rôle d'enseignement commence.

## RÉFORME ADMINISTRATIVE.

Citoyen rédacteur,

Tous les journaux ont signalé l'urgence d'une réduction dans les traitements, et qui devrait essentiellement porter sur les employés de toutes les administrations de l'Etat.

Je suis heureux de vous annoncer que deux fonctionnaires du département de Seine-et-Oise viennent d'être appelés à commencer cette ère de réforme réclamée et dont le besoin se faisait généralement sentir.

Ces deux fonctionnaires ont le titre de cantonnier de la navigation de la Seine.

Leur traitement a été réduit : de 60 fr. par mois à 55 fr.

Quelques esprits chagrins, inquiets, toujours disposés à blâmer, pensent que l'exemple doit venir d'en haut : « Le fonctionnaire le plus rétribué, disent-ils, doit être le premier frappé. »

Permettez-moi de ne pas être de leur avis.

Le pauvre, rompu aux privations de toute espèce et ne mangeant pas toujours d'après son appétit ; ce pauvre, dis-je, ne souffrira pas d'une réduction de 5 fr. par mois.

Il faut, il est nécessaire et d'urgence de l'habituer à vivre de peu, en attendant qu'il vive de rien, si c'est possible, et ce que nous devons espérer.

Mais un chef de division ! ! un inspecteur général ! ! recevant quelque chose comme 20,000 fr. par année, habitué, lui, à certaines jouissances quotidiennes, souriant tous les jours au luxe comme le pauvre sourit à la misère, c'est-à-dire l'un et l'autre par habitude ?

Cet homme ne doit pas être atteint... au moins tout de suite. Laissons-lui le temps de se préparer à cette réduction, qu'il voit suspendue sur sa

## FEUILLETON DE LA COMMUNE DE PARIS DU 1<sup>er</sup> MAI.

### HISTOIRE PATRIOTIQUE

DES

### ARBRES DE LA LIBERTÉ,

PAR L'ABBÉ GRÉGOIRE,  
membre de la Convention nationale.

(Suite.)

### CHAPITRE IV.

#### LE CHÊNE DOIT ÊTRE PRÉFÉRÉ POUR L'ARBRE DE LA LIBERTÉ.

Il serait ridicule sans doute de nous traîner servilement sur les pas des anciens quand nous pouvons être nous. Faisons les choses non par imitation, mais parce qu'elles sont bonnes, et comme les raisons qui ont dirigé l'affection de nos ancêtres vers le chêne sont de tous les temps, cet arbre paraît devoir être par excellence l'arbre de la liberté.

L'arbre destiné à devenir l'emblème de la liberté doit être en quelque sorte fier et majestueux comme elle. Il faut donc :

1. Qu'il soit assez robuste pour supporter les plus grands froids, sans qu'un hiver rigoureux pourrait le faire disparaître du sol de la République, comme il est arrivé à tous les noyers de France en 1709.

2. Il doit être choisi parmi les arbres de première grandeur et qui s'élèvent de quatre-vingts à cent trente pieds ; car la force et la grandeur d'un arbre inspirent un sentiment de respect qui se lie naturellement à l'objet dont il est le symbole.

3. La circonférence doit occuper une certaine étendue de terrain : ce qui ajouterait au sentiment qu'aura fait naître la considération de sa force, le rendra plus capable de remuer les sens et de parler fortement à l'âme.

4. L'ampleur de son ombrage doit être telle que les citoyens trouvent un abri contre les pluies et les chaleurs sous ses rameaux hospitaliers (1).

5. Il doit être d'une longue vie, et s'il ne peut être éternel, qu'au moins il soit choisi parmi les végétaux dont la durée se prolonge pendant des siècles.

6. Il faut enfin qu'il puisse croître isolément dans toutes les contrées de la République.

Or, le chêne, le plus beau des végétaux d'Europe, réunit non-seulement les avantages, mais il possède encore celui d'être le bois le plus utile dans tous les objets d'architecture civile et navale.

Dans la construction des vaisseaux, le chêne tient le premier rang ; c'est avec raison qu'Evelyn l'appelle le *jardin du commerce et de la liberté*. Il est préféré pour les futailles, les palissades et les pilotis. Il peut, dans l'eau, résister à la des-

(1) Nous passons l'énumération historique faite par l'abbé Grégoire des chênes connus par leur grosseur dans toutes les parties du monde. (Note de l'éditeur.)

truction pendant quinze siècles, ou plutôt il est impossible de fixer le terme de son existence.

Son écorce fournit aux arts des substances que rien ne remplace ; après avoir servi de tan pour préparer les peaux et façonner les cuirs, elle s'emploie dans les couches des serres chaudes ou se convertit en mottes à brûler.

La cupule du gland sert encore dans les tanneries et les teintures.

La meilleure encre se prépare avec les noix de galle, qui sont des excroissances produites par la piqûre d'un moucheron.

La physique applique encore les noix de galle aux expériences sur les eaux minérales et à d'autres usages.

Le kermès ou graine d'écarlate est un autre gallinsecte que l'on trouve sur une autre espèce de chêne vert. Il s'emploie pour teindre en rouge et sert encore dans la médecine, ainsi que les lichens pulmonaires et l'agaric. Cette dernière substance est, dit-on, un spécifique contre une foule de maladies ; mais la propriété la plus certaine de l'agaric, converti en anadou, est d'allumer le tonnerre pour foudroyer nos ennemis et défendre la liberté, dont le chêne est le symbole.

Nous avons parlé de l'utilité du gland, qui ne sert plus qu'aux animaux, mais dont une espèce a nourri et pourrait encore nourrir les hommes. Ainsi le bois, l'écorce, le fruit du chêne, tout est utile ; il n'est pas jusqu'aux insectes logés dans ses feuilles, jusqu'aux plantes parasites attachées à sa surface, que les arts ne réclament pour les appliquer à nos besoins.

Parlerons-nous de son port, de sa magnificence ; aucun arbre ne peut contester au chêne d'être la gloire de nos forêts. Parlerons-nous de

sa longévité : aucun sujet de la famille forestière ne peut lutter avec lui en forces vitales.

Cependant la lenteur de sa croissance, la nécessité de lui donner un précurseur qui développe rapidement une belle tige, en attendant que le chêne se soit assuré la prééminence ; le besoin de favoriser sa végétation par la végétation respective d'autres plantes, celui d'abriter le jeune individu contre la tourmente des vents ; enfin l'intérêt de l'économie rurale, ont fait naître des idées accessoires que je vais développer.

Dans les communes divisées en sections, chacune de ces sections cultiverait un arbre dont elle porterait le nom, et la commune collectivement considérée aurait le chêne, l'arbre de la liberté, dans le local destiné à réunir tous les citoyens pour ses jeux et ses fêtes nationales, ce qui suppose un emplacement favorable au développement de la végétation.

L'intérêt national commande impérieusement de multiplier les espèces de végétaux sur notre sol. Cette vérité acquiert un nouveau poids quand on pense que la dévastation progressive des forêts est effrayante.

Chaque arbre de la liberté serait entouré d'une plantation d'espèces quelconques, les plus propres à favoriser son éducation, en formant un bosquet dont la forme et l'étendue seraient subordonnées aux localités.

Pour composer ce bosquet, une espèce d'arbre d'une utilité reconnue serait recommandée spécialement à la sollicitude, à l'émulation de chaque département, sans exclusion toutefois des autres espèces, soit à raison des variétés du grain de terre, soit pour ne pas heurter la difficulté de se les procurer : car quelques exceptions aux



« Je ne suis pas la pègre de Damoclès. »

Ne troublons pas sa digestion.

Quant au pauvre, frappons-le ; il n'a pas le temps de digérer.

J'oubliais de vous dire, citoyen rédacteur, que l'un de ces deux travailleurs est père de quatre enfants et l'autre de trois.

L'homme qui a provoqué la mesure qui fait l'objet de cet article est millionnaire et vient d'être nommé représentant du peuple.... — du peuple, entendez-vous, — à l'Assemblée nationale.

Un dernier mot, citoyen.

Je voudrais que lorsqu'un homme est froidement cruel, sans humanité, le burin populaire écrive sur son front, en lettres ineffaçables, un mot infame. Choisissez ce mot.

Un cantonnier.

## DERNIERS TROUBLES A LIMOGES.

Les journaux de Paris ont rendu un compte inexact des événements de Limoges. Nous publions une lettre du citoyen L. Genty qui rétablit les faits dans toute leur vérité.

« Citoyen rédacteur,

« Depuis longtemps la population ouvrière de la ville de Limoges, qui est nécessairement incorporée dans la garde nationale, réclamait avec justice qu'il lui soit délivré des armes ; ses réclamations étaient toujours vaines, quoique pourtant le commissaire du département eût reçu des ordres pour tirer de suite 1,000 fusils de Bourges et 2,000 qui devaient être délivrés plus tard.

« Les élections nouvelles de la garde nationale avaient été favorables aux ouvriers, et les chefs étaient presque tous choisis parmi eux. La bourgeoisie, qui représentait l'ancienne garde nationale, avait vu ces nominations avec peine et paraissait décidée à ne pas les reconnaître ; elle affichait même une certaine fanfaronnade, paraissait sur les places avec des armes dont une partie était chargée, et, par son attitude, paraissait hostile à l'autre partie de la population. Les choses en étaient là quand arriva le dépouillement des votes pour les élections générales.

« Afin de donner le plus de publicité possible à ce dépouillement, le commissaire fit transporter les procès-verbaux dans une salle immense, dite salle du Manège, où chaque citoyen put pénétrer et assister aux opérations.

« Le travail tirait à sa fin, on n'avait plus à reconnaître que les bulletins de l'armée, quand la population tout entière qui était présente, entraînée par un sentiment patriotique, reconnaissant que les chances de quelques-uns de ses candidats de prédilection étaient incertaines, s'empara des procès-verbaux et des bulletins, les lachera et les réduisit en cendres.

« A ce moment, la garde nationale, sans être en aucune façon convoquée par ses chefs, colonel et lieutenant-colonel, se rendit en armes sur divers points de la ville et prit une attitude menaçante. De leur côté, les ouvriers sortirent en masse de la salle du Manège et se répandirent dans la ville, où les groupes devinrent en un instant très-nombreux et composés d'hommes, de femmes et d'enfants. Toute la ville semblait s'être donné rendez-vous sur les places publiques. Alors plusieurs bons citoyens s'interposèrent, en courant de grands risques, entre le peuple et la garde nationale et cherchèrent à arrêter une collision qui paraissait imminente. Déjà même plusieurs gardes nationaux avaient tiré des coups de fusil qui heureusement n'atteignirent personne. Pourtant quelques citoyens furent frappés à coups de baïonnettes, quelques-uns furent blessés et eurent le bon esprit de ne pas le divulguer, afin d'éviter un plus grand conflit. En présence de la population qui augmentait à chaque instant, la garde nationale sentit que toute résistance était inutile, et elle se décida à remettre une partie de ses armes au peuple et se retira. Pendant ce

temps, des citoyens s'étaient emparés des trois pièces de canon de l'artillerie de la garde nationale, qui furent trouvées chargées à mitraille et à boulets. Alors il fut décidé qu'on se présenterait à la préfecture et que l'on demanderait des explications au commissaire, dont la conduite paraissait un peu embarrassée. Ce dernier demanda immédiatement qu'il lui fut adjoint les membres du comité provisoire qui s'était constitué dès le 25 février, ce qui avait déjà remis l'ordre dans la ville à cette époque.

« Ce comité réuni se compose des citoyens Bac, Villegouzeix, Dussoubis-Gaston jeune et le commissaire Chamiot ; le cinquième, Courcelle, était absent. Il fut décidé qu'on adjoindrait à ce nouveau comité les citoyens Coralli, Frichon aîné et plusieurs ouvriers bien connus par leur esprit d'ordre.

Les postes furent occupés alors par les ouvriers armés, et le bon ordre se rétablit immédiatement.

« Un des membres du comité fut envoyé au ministre de l'intérieur pour rendre compte de ces événements ; il n'a pu encore être reçu par le ministre.

« Certains journaux ont répandu le bruit que les communes environnantes se portaient sur Limoges. Le fait est vrai ; mais il faut constater que les communes venaient pour porter aide et protection au peuple s'il en avait besoin, et non autrement. La troupe elle-même était décidée à agir dans le même sens, et le caractère de ces événements était trop éminemment pur et patriotique pour qu'il fût possible de lui donner une autre interprétation.

« Voici les faits, je les certifie, et je défie qui que ce soit d'en donner une autre relation. Je viens donc vous prier de vouloir bien leur donner la publicité convenable, et je compte sur votre concours pour la prompte insertion de cette note dans votre prochain numéro.

« Salut et fraternité.

« L. GENTY,

délégué du Comité révolutionnaire pour la ville de Limoges.

« Paris, 4<sup>er</sup> mai 1848. »

## LA GUERRE CIVILE.

Vient-on savoir pourquoi le sang coule à Rouen, à Elbeuf, à Limoges ; pourquoi il coulera peut-être demain à Amiens ou partout ailleurs ; pourquoi enfin la guerre civile est devenue imminente ?...

C'est parce que nulle part ailleurs qu'à Paris les travailleurs n'ont reçu les armes de l'égalité.

Paras sous un prétendu régime de fraternité autant que sous l'étouffoir dynastique, soulevés sur un point, provoqués sur d'autres, refoulés partout, leur poitrine nue et leurs bras désarmés ont rencontré partout les baïonnettes passionnées et souvent féroces de la bourgeoisie.

Et maintenant viennent de sanglantes représailles de cette chasse au prolétaire, que le peuple rentre dans la réalité de sa souveraineté, et nous souhaitons que la justice ne s'élève pas à la hauteur de l'offense, que le talion du Peuple soit plus miséricordieux que celui des rois.

Par suite d'une décision prise aujourd'hui au Palais-National, la commission émanée du Club des clubs, et fonctionnant sous le titre de Comité révolutionnaire pour les élections, a cessé d'exister. Un nouveau bureau a été nommé à l'effet de reconstituer le club sur de nouvelles bases.

Ont été nommés membres du bureau :

Huber, président.

Debrez, Danduran, vice-présidents.

Emile Lambert, Longepied, Guyon, Danse, secrétaires.

Nous lisons dans la Réforme :

« La vérité commence à se faire jour sur les

événements de Rouen. Là, comme partout, le peuple a été victime, et comme partout encore il a été calomnié. Ce matin même, le journal de Véron et de M. Thiers insulte au deuil de cent familles, et, avec sa lâcheté habituelle, il assimile à des malfaiteurs les malheureux qui ont succombé.

« Des ferment de discorde existaient depuis déjà longtemps entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Quatre mille fusils destinés à la garde nationale avaient été distribués aux bourgeois, à l'exclusion presque absolue des ouvriers, ou, pour mieux dire, on n'avait armé que les uniformes, qui ne voulaient pas des blouses à leur côté. A ces exclusions, à ces préférences se joignaient journellement des provocations qui ne faisaient qu'entretenir l'animosité des deux classes.

« Le scrutin électoral ayant été favorable à la bourgeoisie, ses provocations avaient dégénéré en outrages directs, en attaques personnelles. Les ouvriers s'étaient vus menacés de la fermeture des ateliers nationaux et traités de fainéants dont on n'entendait plus nourrir la paresse, et qu'on laissait libres de mourir de faim, si bon leur semblait !

« Jusque-là, néanmoins, ces derniers n'avaient opposé qu'une inaltérable patience, lorsqu'une troupe d'enfants, traversant la place de l'Hôtel-de-Ville, s'avisait de mêler le cri de *Vive Deschamps* ! au cri des *Girondins*, et se vit aussitôt assailli par les gardes nationaux du poste, qui la dispersèrent à coups de crosse de fusil. Indignés de tant de brutalité, des ouvriers intervinrent ; mais à leurs représentations le poste ne répondit qu'en chargeant ses armes. L'irritation croissant, la foule s'amassa devant l'hôtel de ville, d'où partirent presque au même moment deux coups de feu. Il n'en fallut pas plus pour mettre les deux partis aux prises et pour engager une bataille qui ne devait être sanglante que d'un côté.

« On sait le reste. Les journaux de la réaction se complaisent aujourd'hui à nous donner les atroces détails de ces deux journées. Le journal de M. Véron et de M. Thiers y semble savourer son ouvrage. On dirait un article oublié de 1832 ou 1834, un panegyrique moisi de Transnoir ou de Lyon !

« Deux mots nous suffiront, à nous, pour caractériser ce combat impie : 150 coups de canon ont été tirés sur les barricades, 150 cadavres appartenant tous à la classe ouvrière sont restés sanglants sur le carreau, et pas un seul garde national, pas un seul soldat de l'armée n'a été tué ni blessé ! L'appréciation de cette boucherie est dans ces trois lignes.

« Faut-il ajouter que la bourgeoisie avait fait apporter dans les rangs de la ligne des tonneaux de vin où celle-ci puisait à discrétion, et que les vicaires de Saint-Ouen y faisaient l'office des cantinières ? Faut-il vous montrer ces gardes nationaux, dans l'enivrement de la victoire, fouillant les maisons, couchant en joue les femmes et les enfants, arrêtant et incarcérant au hasard les chefs de club, les rédacteurs de journaux, brûlant les registres et, comme nous le disions ce matin encore, dominant par la terreur le pavé désert ?

« Le Gouvernement va ouvrir bien certainement une enquête ; il va nous dire quelle était cette résistance qui, à peine armée, a pu motiver cette mitraillade de deux jours.

« Et voilà ces hommes si doux qui accusent notre exagération et notre violence ! Le Constitutionnel est impitoyable ; il veut qu'on emprisonne, il veut qu'on châtie : c'est une frénésie de modération à faire trembler ! Le vieux conard met le point sur la hanche, il fait le brava et le rodomont ! C'est sur nous qu'il ose rejeter le fruit de ses machinations et de ses calomnies !... Nous avons affaire, en vérité, à de bien misérables ennemis ! »

## ALGÉRIE.

Les nouvelles générales que nous recevons des trois provinces sont satisfaisantes. Sa perception de l'impôt du printemps s'opère presque partout sans difficulté. Les ordres de l'autorité ne rencontrent point d'obstacles. M. l'intendant de l'armée aurait demandé la réquisition d'un grand nombre de mulets arabes destinés à transporter à Aumale un approvisionnement considérable ; ces réquisitions ont été exécutées avec la plus grande exactitude, et, en ce moment, plus de 1,600 mulets ont opéré les transports nécessaires.

Dans la province de Constantine, le sud a été le théâtre d'un de ces actes de pillage toujours si communs dans ces contrées.

Un convoi, conduit par des gens de Lichouana, Falga, Sidi-Okba et autres, venant d'Alger, a été assailli, à dix lieues de Boussada, par une bande de malfaiteurs appartenant aux O.-Ferradj et aux O.-Amer, fraction des O.-Nayl ; le convoi a été pris. Cette affaire est étrangère à la politique et ne constitue qu'un de ces accidents si fréquents dans un pays où notre administration ne s'exerce qu'indirectement.

Dans la subdivision de Sétif, le khalifa Mokrani s'est mis en marche avec les cavaliers des O.-Derradj et O.-Madhi pour punir les O.-Khrallid, qui touchent à Boussada, qui se refusaient de payer l'impôt. Sa présence suffira pour rétablir l'ordre, qui n'a été que légèrement troublé.

Au nord-ouest de la province, les Beni-Azzedine ont profité de l'agitation produite par les nouvelles de France pour faire une razzia sur les Beni-Filan, tribu kabyle qui commande un des passages les plus importants du Djebel-Igao. Les pertes des Beni-Filan sont insignifiantes.

L'ensemble de la situation de la province d'Oran est satisfaisant, et la majeure partie de l'impôt du printemps y a été déjà acquittée. Toutefois, dans les montagnes des Beni-Ouragh, les tribus habituellement peu soumises ont repris une attitude de désobéissance formelle en refusant le paiement de l'impôt. M. le général commandant la province réunit en ce moment des forces assez imposantes pour ramener, s'il est possible, sans coup férir, ces tribus à des dispositions meilleures.

Dans la Mitidja, une compagnie de 100 hommes a été répartie momentanément dans les fermes de Beni-Moussa, moins pour faire face à un danger probable que pour dissiper les inquiétudes, sans fondement actuel, des habitants de ces fermes.

(Courrier de Marseille.)

La société fraternelle des tailleurs de la rue de Clichy nous prie d'insérer la lettre suivante qu'elle a adressée au citoyen Lamennais, rédacteur en chef du *Peuple constituant* :

« Citoyen,

« Un article inséré dans votre numéro de jeudi dernier, sous ce titre : *Le Luxembourg et la garde nationale mobile*, contient des assertions de la plus étrange fausseté et auxquelles nous donnons un démenti formel.

« Vous avez calomnié quinze cents travailleurs actifs, intelligents, animés des sentiments les plus purs, unis entre eux par les liens d'une solidarité sainte.

« Vous avez attaqué avec une audacieuse injustice leur ami Louis Blanc, auquel le peuple a donné tant de preuves d'affection et de confiance.

« Voici leur réponse.

« Vous prétendez qu'on a établi, sous forme d'association, un atelier d'ouvriers tailleurs dans la prison de Clichy. La vérité est qu'une association s'est formée librement, spontanément, et cela parce qu'il s'est trouvé des travailleurs prêts à réaliser la formule écrite sur les drapeaux de la République : Liberté, Egalité, Fraternité.

« Vous prétendez que le délai fixé pour la livraison des fournitures confiées à l'association est déjà expiré depuis vingt-quatre jours. Cela est

principes que j'expose résulteraient nécessairement de la disparité de sol et de climat dans quelques parties de la République ; mais on y trouve pour suppléer le chêne une foule de beaux arbres qui ne laissent que l'embarras du choix.

Ces idées supplémentaires au plan principal paraissent présenter l'utile à l'agréable : elles peuvent provoquer la plantation de plusieurs millions de pieds d'arbres en réveillant l'attention des citoyens qui appliqueraient nos réflexions à leurs spéculations particulières et donneraient un degré d'impulsion à la physique végétale, dont les progrès sont d'une si haute importance pour la République. Peut-être sentira-t-on qu'il est possible, et que dès lors il est nécessaire, dans les rues infectées de diverses communes, de faire des plantations qui seront quelquefois un principe de salubrité et toujours une source d'agrément. Tel était Chalcis, où les places publiques étaient décorées par des forêts qui suivaient toutes les sinuosités des rues.

Les moyens que nous proposons affermiront encore l'amour de la patrie en lui présentant des souvenirs précieux et des objets propres à l'alimenter : l'amour de la nature, dont le citoyen se rapprochera pour travailler à son bonheur ; il ne le perd que quand il s'en éloigne.

## CHAPITRE V.

RÉFLEXIONS CIVIQUES SUR L'ARBRE DE LA LIBERTÉ.

Shakespeare, né à Stratford dans l'indigence, s'y retira à l'âge de quarante-six ans (1564) ; il planta un mûrier qui prospéra et couvrit de ses rameaux l'asile du poète. Après la mort de Sha-

kspeare (1616), ses concitoyens, qui savaient apprécier un grand homme, étendirent leur vénération même à l'arbre qu'il avait planté.

En 1769, un ministre acheta dans cette ville un domaine qui comprenait le jardin où existait encore le mûrier chéri, et sous prétexte qu'il bornait la vue, qu'il rendait la maison humide, une nuit il abat le mûrier. Cette nouvelle jette la ville dans une consternation générale : « Rome, dit un écrivain qui nous fournit ces détails, Rome n'eût pas été plus alarmée d'apprendre que les feux de Vesta étaient éteints. » Alors tous les citoyens jurèrent de venger cet attentat : ils entourèrent la maison du ministre, qui eut l'adresse de s'échapper.

L'arbre abattu fut acheté par un ouvrier ; il en fit divers ustensiles : des tasses à thé, des écritoirs, des tabatières ; qu'on vendait comme des bijoux et qui se payaient au prix de l'or.

Les officiers municipaux de Stratford, qui avaient gardé pour eux la meilleure partie de ce bois, écrivirent à Garrick, le célèbre tragique, pour lui demander un buste de Shakespeare. La lettre était enfermée dans une boîte de l'arbre du poète. Garrick conçut alors en son honneur le projet d'une fête jubilaire qui fut célébrée avec la plus grande pompe, et dont l'histoire s'est empressée de recueillir les détails.

Vous qui nous parlez de l'arbre de Shakespeare, Anglais, quand aurez-vous l'arbre de la liberté ? La liberté plane sur les montagnes de l'Ecosse ; les ombres de Sidney (1), de Pym et de Hamp-

(1) Sidney, victime des cruautés du juge Jeffries, exécuté des sanglantes volontés de Char-

den errent autour des défenseurs de l'éternelle justice.

Du sein du parlement britannique s'échappera le signal d'une révolution nouvelle, car il renferme quelques philosophes amis de la vertu et des droits du peuple. Et qu'ils ne se découragent point ; qu'ils aient une marche intrépide et concentrée : la massue de la vérité est en leurs mains.

De toutes parts, à côté du drapeau tricolore, s'élèvent des tiges républicaines ; déjà le symbole de la liberté devient celui de l'union entre les peuples. Des citoyens français et genevois, réunis dans une fête, ont décidé que l'arbre de la Fraternité ornerait les limites des deux Etats.

Vingt sociétés populaires, rassemblées à Die, ont arrêté que l'arbre de la liberté serait planté sur Claudosse, une des plus hautes montagnes du département de la Drôme, qui a déployé une sainte énergie.

Au retour annuel de l'automne, des Romains vont en foule visiter le chêne de la galerie d'Albano, qu'on dit être contemporain de la République ; ils croient encore respirer l'air que respiraient leurs ancêtres avant que Rome eut subi le joug ; leurs cœurs s'attendrissent à la vue de cet arbre, qui leur retrace l'image de la liberté. Un peuple qui chérit de tels souvenirs donne des espérances, et ce chêne, le Nestor de son espèce, fournira peut-être encore des cou-

les II. Pym, célèbre par sa résistance au despotisme, sous Charles I<sup>er</sup> et Jacques II. Hampden, cousin de Cromwell, fit preuve d'une grande indépendance dans le parlement.

ronnes civiques à ses véritables libérateurs (1).

L'arbre de la liberté s'élève sur le sommet des Alpes ; un jour il ombragera le front sourcilieux de l'Apennin. L'Italie relèvera sa tête humiliée, et le siècle nouveau qui va naître sera sans doute l'époque de son réveil. Les peuples tourneront alors leurs regards affectueux vers la France, vers la France qui proclamera leur imprescriptible souveraineté ; alors ils courront aux armes, et l'arbre de la liberté, indigène parmi nous sous tous les rapports, s'acclimatera dans les contrées lointaines et couvrira de ses rameaux les rives du Bosphore et de la Newa.

Arbre chéri, que tes racines, pénétrant un sol fertile, y pompent des sucres abondants et généreux ; que ta cime, s'élevant loin de la terre et fuyant dans les nuages, défie la fureur des autans ; que la hache n'approche jamais de ta tige que pour frapper quiconque oserait porter sur toi des mains téméraires ; que la tempête, passant avec respect sur ton horizon, ne t'envoie que des rosées bienfaisantes, tandis qu'elle lancera la foudre sur tous les trônes !

Quand les poètes peignent les délices de la vie patriarcale, ils nous montrent des arbres qui rassemblent des familles sous leurs rameaux protecteurs. L'homme fatigué par l'appât du travail et le tourbillon des affaires appelle le plaisir, et le plaisir lui montre un ombrage frais, où l'on respire un air pur, où la gaieté pétille. Ainsi, près des murs de Strasbourg, tandis que les esclaves de l'Autriche traînaient leurs fers sur la

(1) Ces paroles prophétiques de l'abbé Grégoire arrivent à leur réalisation.



matériellement faux. Les soumissions, datées du 6 avril, portent que la livraison totale devra être effectuée seulement le 15 mai.

« Vous prétendez que les tuniques sont confectionnées au prix de revient de 19 fr. au lieu de 41 fr., ce qui constitue, suivant vous, 8 fr. de perte sur chaque vêtement. Cela est matériellement faux. L'association s'est établie dans les conditions les plus désavantageuses, mille entraves lui ont été suscitées, et cependant, après vingt-cinq jours seulement de travail, elle a réalisé un bénéfice de 734 fr. 26 c., déduction faite de tous les premiers frais indispensables et de l'achat d'un matériel d'au moins 4,100 fr., ce qui résulte de notre inventaire arrêté le 25 avril et dressé avec la plus incontestable exactitude. Nous mettons cet inventaire à votre disposition, et vous y pourriez voir la preuve que nous n'avons fait aucune perte.

« Vous prétendez que les motifs du retard apporté dans la livraison ne sont autres que le découragement ou la séparation immédiate des bons ouvriers des mauvais et des paresseux. Cela est matériellement faux. Nous avons déjà répondu qu'il n'y avait eu aucun retard dans la livraison; nous ajouterons de plus que cette livraison sera entièrement effectuée avant le jour fixé.

« Nous affirmons en outre ceci :

« Les associés apportent dans le travail une activité, un zèle admirable.

« Ils ont voulu travailler onze et même douze heures par jour, afin de terminer au plus tôt l'habillement de la garde mobile.

« Ils travaillent même les dimanches, et les ateliers sont toujours au complet les lundis.

« Les rapports les plus fraternels relient tous les membres de l'association, et il n'y a de séparation que celle prononcée par le jury chargé d'exclure les paresseux.

« Enfin le nombre des associés, qui au début n'était que de cinquante, s'est accru chaque jour et s'élève aujourd'hui à quinze cents, car nos ateliers sont ouverts à tous les tailleurs qui adhèrent à nos principes.

« Vous prétendez que « le Luxembourg donnait chaque jour 2 fr. à chaque ouvrier, ce qui, selon vous, constitue une perte de 90,000 fr. sur le marché. » Cela est matériellement, monstreusement faux. Personne n'ignore que nous n'avons jamais reçu un centime de la commission de gouvernement pour les travailleurs, et cette prétendue perte de 90,000 fr. est un odieux mensonge.

« Vous avancez, mais sous la forme du doute, que « le ministre de l'intérieur menace, que la garde mobile menace et que le général Duval menace et refuse de rompre le marché. » Tout cela est faux.

« Personne ne nous menace et personne n'a le droit de nous menacer; car, nous le répétons, la livraison totale des vêtements que nous devons fournir à la garde mobile sera effectuée avant le 15 mai, délai fixé par les soumissions.

« Nous le savons bien, une association qui commence sur des bases aussi larges, aussi fraternelles que la nôtre, où l'amour de son semblable anime tous les associés, doit avoir pour ennemi quiconque redoute l'affranchissement des ouvriers par le travail libre, par l'union, par le développement de leurs facultés intellectuelles et morales, quiconque tremble devant l'abolition du prolétariat; mais en dépit des réacteurs, nous poursuivons notre tâche avec dévouement, avec courage. Fille de la République, notre association en appelle de toutes ces attaques à la protection du gouvernement que la France a fondé.

« Ont signé :

« L'agent de la commission de Gouvernement pour les travailleurs,  
EDMOND FOSSARD.  
« Les délégués de l'association,  
PH. BÉRARD, A. LECLERCQ, CHALON.  
« Les membres de la commission,  
MAHOZ, LEFÈVRE, DIEUDONNÉ,  
C. MARTOUGEN, LENOIR. »

## TROUBLES DANS LES DÉPARTEMENTS.

Des troubles ont éclaté sur divers points à propos des élections, à Nantes et à Nîmes, à Rochefort, près Clermont, dans les environs de Cahors et à Montferrand. Nous attendrons, pour nous prononcer sur la signification de ces faits, des détails précis. Déjà la rumeur publique signale des menées réactionnaires : nous saurons les mettre au grand jour.

Et lui aussi, le *National*, profère le mot socialisme, et lui aussi propose son plan, bien humblement, à ce qu'il dit ; mais enfin c'est un plan, c'est un système. Que le public le discute et en fasse son profit.

Les citoyens du département du Gard sont invités à se réunir mercredi 3 mai, à 8 heures du soir, rue Montmartre, 84, dans les salles de M. Roche, pour la continuation d'une délibération importante.

Le cours de M. E. Legouvé recommencera samedi 6 mai, à 3 heures, et continuera les samedis suivants.

Nous avons reproduit dans un précédent numéro un entrefilet qui a motivé la réponse suivante et que nous nous faisons un plaisir d'accueillir, car elle justifie des républicains éprouvés.

« Paris, le 1<sup>er</sup> mai 1848.

« Citoyen rédacteur,

« Nous n'avons été ni renvoyés ni chassés de l'hôtel de ville, comme vous le prétendez. La fausse bannière de l'ancienne monarchie, qui a été dressée de nouveau ces jours passés, a surtout là, vous devez le penser, ses coryphées. Au nom de cette bannière : *Diviser pour régner!* les hommes qui n'ont aucune idée de ce qui doit former l'essence d'une République réelle ont été poussés par ces coryphées contre les républicains de la veille.

« Nous ne taririons pas si nous voulions nous étendre sur les injures, les vexations, les menaces dont nous avons été l'objet et qui prouveraient jusqu'à quel point on a réagi sur l'esprit de nos camarades.

« Nous ne savons vraiment où vous avez été puiser l'entrefilet calomnieux qui nous concerne. Mais nous pouvons assurer que le colonel Rey, un des coryphées dont il est ici question, cet homme qui, par ses antécédents, ne peut offrir nulle garantie morale, et dont par conséquent on ne peut admettre les assertions, a été jusqu'à tronquer et dénaturer des écrits démocratiques pour amener contre nous les hommes dans les rangs desquels nous étions.

« Ces hommes, égarés, troublés par l'influence funeste des nouveaux satisfaits, des démocrates de la curée, criaient les mots mis à l'ordre du jour : *A bas les communistes!* et leur colère était telle contre nous qu'ils ne pouvaient nous regarder en face sans parler de coups de baïonnette, de coups de fusil et autres aménités fraternelles de ce genre.

« Pour éviter une collision fâcheuse, nous nous sommes retirés. Quant à ce qui concerne la poudre, les soubrettes et ces boyaux pratiqués pour faire sauter, dit-on, l'hôtel de ville, et autres projets non moins calomnieux et qui tendraient à nous taxer de folie, nous laissons au bon sens public le soin d'en faire justice.

« Au nom des républicains démocrates qui se sont retirés de l'hôtel de ville,

« Varin, Miolane (Henri); Jean (Auguste), ex-détenu politique; Dejol; Dufaud, ex-détenu politique; Eustache, Bouvier, Blondin, Legré. »

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

*Constitution provisoire de l'Assemblée nationale, vérification des pouvoirs, constitution définitive.*

Le Gouvernement provisoire

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. Le 4 mai, à midi, les représentants du pouvoir se réuniront dans la salle des séances au palais de l'Assemblée nationale.

Art. 2. A une heure précise, les membres du Gouvernement provisoire et les ministres entreront dans la salle.

Art. 3. Le président du Gouvernement provisoire adressera aux représentants du peuple une allocution; il appellera ensuite au bureau provisoire :

1<sup>o</sup> Le doyen d'âge, président ;

2<sup>o</sup> Les six représentants les plus jeunes pour faire fonction de secrétaires.

Art. 4. L'Assemblée, ainsi provisoirement constituée, sera invitée par le président à se rendre dans les bureaux pour la vérification des pouvoirs.

Art. 5. L'Assemblée se partage en dix-huit bureaux; chaque bureau est composé de cinquante membres pris sur la liste générale et successivement par ordre alphabétique des départements qui les ont élus.

Art. 6. Chaque bureau sera chargé de vérifier les pouvoirs de cinquante élus, de sorte que les dix-huit bureaux examineront les neuf cents élections.

Art. 7. Les procès-verbaux d'élection soumis à chaque bureau seront divisés par département et par ordre alphabétique, de manière qu'aucun bureau n'ait à statuer sur aucune des élections des départements dans lesquels ses membres ont été nommés.

Art. 8. Si par des élections doubles ou multiples, quelques représentants font partie d'un bureau qui devrait statuer sur leur élection, le bureau prononcera sans qu'ils participent au vote.

Art. 9. Si la distribution des procès-verbaux par département réduit à moins de cinquante ou porte à un nombre supérieur à cinquante les élections à vérifier dans les bureaux, ces bureaux vérifieront le nombre de procès-verbaux qui leur auront été déferés.

Art. 10. A trois heures, la séance sera reprise; les élections non contestées seront soumises, sans désenquêter, à l'Assemblée, par un rapporteur nommé à cet effet par chaque bureau. Les élections qui pourront donner lieu à discussion seront rapportées après la constitution définitive de l'Assemblée.

Art. 11. L'Assemblée prononce sur la validité des élections, et le président proclame représentants du peuple ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.

Art. 12. Lorsque les représentants du peuple proclamés par le président seront au nombre de six cents au moins, s'il ne reste plus de rapports à faire immédiatement sur des élections non contestées, l'Assemblée, composée des représentants dont les pouvoirs ont été vérifiés, procède à l'élection d'un président.

Art. 13. A cet effet, le président tire au sort neuf sections de scrutateurs, composées chacune de trois membres. Chaque représentant écrit son vote sur un bulletin; un des secrétaires fait l'appel nominal. Le représentant appelé reçoit de l'un des membres du bureau une boule de contrôle; il dépose son bulletin dans l'urne placée sur la tribune, il met la boule de contrôle dans une autre urne placée sur le bureau des secrétaires.

Art. 14. Les secrétaires constatent le nombre des bulletins déposés et contrôlent ce nombre par celui des boules. Ils font ensuite la répartition des bulletins dans neuf corbeilles; chaque section de scrutateurs reçoit une de ces corbeilles. Les scrutateurs opèrent à chaque section le dépouillement des votes et transmettent le résultat à la première section, qui fait le recensement général.

tat à la première section, qui fait le recensement général.

Art. 15. Toutes ces opérations ont lieu en séance publique. Le résultat de ce recensement général est transmis au président, qui le proclame.

Art. 16. Si aucun représentant du peuple n'obtient quatre cent cinquante-une voix, il est procédé dans les mêmes formes à un second tour de scrutin.

Art. 17. Le représentant du peuple qui aura obtenu le plus grand nombre de suffrages sera proclamé président.

Art. 18. L'Assemblée nomme ensuite par scrutin de liste, et à la majorité relative, d'abord six vice-présidents, puis six secrétaires, enfin trois questeurs.

Art. 19. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé l'emporte.

Art. 20. Le président, les vice-présidents, les secrétaires et les questeurs sont nommés pour un mois.

Art. 21. Le président provisoire proclame successivement le nom des élus. Quand les nominations sont terminées, il appelle au fauteuil le président définitif. Le président installé appelle à son tour les membres du bureau définitif à prendre place.

Art. 22. Le président se lève et prononce ces mots : « Représentants du peuple, au nom de la République une et indivisible, l'Assemblée nationale est définitivement constituée. Vive la République! »

Art. 23. Le président du Gouvernement provisoire demande la parole au président de l'Assemblée. Il rend compte, dans un discours, de la situation de l'Etat au 24 février et de la situation actuelle. Au nom du Gouvernement, il résume entre les mains des représentants du peuple les pouvoirs que l'acclamation du peuple lui avait conférés.

Art. 24. Chaque ministre rendra compte des actes de son ministère jusqu'au jour de la réunion de l'Assemblée.

Les membres du Gouvernement provisoire.

## Évangile républicain.

(Suite de la publication du 30.)

ÉPIQUE.

Vision de Camille-Emmanuel.

En ces jours-là je m'endormis, et voici ce que je vis en songe. Il y avait une vaste plaine, aride et déserte. Tout à coup j'entendis un bruit souterrain, et la terre s'ouvrit. Et alors je vis sortir une bête monstrueuse, semblable à un crocodile. Et cette bête vint à moi, et j'eus peur. Alors elle ouvrit une gueule démesurée, et il sortit à son ventre une multitude d'animaux qui se répandirent dans la plaine. Or, ces animaux avaient sur la tête des couronnes de diverses figures. Et s'étant dispersés dans la plaine, ils commencèrent à se rapprocher et à se battre. Et la grande bête qui se regardait comme leur mère poussait des hurlements affreux. Alors d'un petit coin de la plaine s'éleva un monticule qui devint tout à coup une haute montagne. Or, les animaux, voyant cette montagne, se réunirent et voulurent la gravir afin de l'abattre. Et il arriva que dans le moment où ils se disposaient à approcher de cette montagne, il en sortit tout à coup un éclat de tonnerre qui pulvérisa la grande bête et ses enfants. Alors j'entendis une voix qui me cria : « Tout ceci est la figure de ce qui doit arriver bientôt dans ton pays. La grande bête est l'aristocratie. Les animaux qu'elle a vomis sont les rois, qui se sont partagés la terre et dont ils ont épuisé la substance. Mais quand ils ont vu s'élever une puissance redoutable, ils se sont rapprochés pour l'anéantir; mais ils seront eux-mêmes anéantis, et la liberté, figurée par l'éclat de tonnerre que tu as entendu, les écrasera. L'univers deviendra libre, et ce temps n'est pas éloigné! »

rive opposée du Rhin, les Français libres se réunissaient en foule sous l'arbre vert. Un escalier peint en vert montait spiralement sur le contour de son tronc, et deux étages de galeries suspendues dans ses rameaux retentissaient des accents de la joie et des chants de la liberté.

L'arbre de la liberté croîtra; avec lui croîtront les enfants de la patrie : à sa présence ils éprouveront toujours de douces émotions. Sa verdure fixera leurs regards par la couleur la plus amie de l'œil et la plus répandue dans la nature. Dans les beaux jours de l'été, ils iront lui demander de la fraîcheur, et ce chêne, dont les rameaux sortent à angles droits, étendra son ombrage sur la famille commune; il verra les mains de la fraternité s'enlacer par le plaisir dans des jeux auxquels présidera toujours l'innocence.

Les monuments qu'éleva la tyrannie attestent les calamités de l'esprit humain; celui-ci est le gage de notre bonheur. Contemporain de la Révolution et pour ainsi dire dépositaire des événements qui la signalent, il les retracera sous les yeux de la postérité.

Là les citoyens sentiront palper leurs cœurs en parlant de l'amour de la patrie, de la souveraineté du peuple, de l'unité, de l'indivisibilité républicaine, et l'étranger, admis à ces scènes ravissantes, en sortira pénétré d'admiration envers ce peuple qui s'est dévoué pour la liberté du monde.

Là ils rediront comment la Convention nationale sut écraser le royalisme, le fédéralisme, et comment, à travers les trahisons et les tempêtes, elle conduisit au port le vaisseau de l'Etat.

Là nos guerriers raconteront les prodiges de bravoure des soldats de la liberté en combattant

les esclaves des rois. L'enfant qui court à la liberté enviera leurs honorables blessures; l'enfant d'un âge plus tendre tressaillira déjà dans les bras de sa mère.

Nous croyons être agréable à nos lecteurs en publiant la pièce de vers suivante. C'est le coup d'essai d'un jeune ouvrier typographe, Louis Novaud. Il y aurait sans doute beaucoup de choses à reprendre quant à la forme; mais nous trouvons dans cette pièce un très-profond sentiment de cœur et de patriotisme.

## UN RÊVE.

I.

Bonne mère, écoute mon rêve....  
Un nuage voilait mes yeux;  
Tout à coup l'horizon se lève,  
Et je vois s'entr'ouvrir les cieux.  
Puis une femme noble et belle  
En sort pleine de dignité,  
Et je voulais mourir pour elle,  
Criant : *Vive la liberté!*

II.

Dans ses mains j'aperçois des chaînes  
Dont les maillons étaient brisés.  
Au loin fuyaient les rois, les rois,  
Qui par son pied semblaient chassés.

Des élus disaient les louanges  
De cette noble déité,  
Le peuple se mêlant aux anges  
Chantait l'hymne de liberté.

III.

A mon chevet elle se pose,  
Et là bercant mon doux sommeil,  
Sa douce voix me dit : « Repose;  
Je te prépare un beau réveil.  
Enfant, je viens sécher tes larmes.  
Grandis avant la puberté;  
Mais au réveil, cours vite aux armes  
Et combats pour la liberté! »

IV.

Mère, sur une barricade,  
Je la défendais noblement,  
Quand survint une fusillade  
Qui me frappa mortellement.  
Mais dans ses bras elle m'enlève,  
Me montrant la postérité....  
Bonne mère, là finit mon rêve,  
En mourant pour la liberté.

— On lit dans la *Semaine* :

« Un homme portant la blouse de l'ouvrier, le bras en écharpe, la main entortillée d'un volumineux bandage, se présente, il y a quelques jours, à la visite du chirurgien préposé pour examiner les blessés de février et chargé



## ÉVANGILE.

En ce temps-là, l'armée française se trouvait en présence de l'ennemi, et comme on commençait l'attaque, un boulet de canon fracassa les cuisses d'un Belge, cassa une jambe à un tambour et emporta une partie de celle du général français. Or, les grenadiers qui se trouvaient derrière ce général lui donnèrent, dans cette circonstance malheureuse, avec leurs soins et leurs preuves d'attachement, des marques de leur affliction; mais il chercha à les consoler en les remerciant, et il leur dit : « Frères, on a plus besoin de soldats que de généraux... Allez à la gloire. Peu importe à la République si je meurs; mais son intérêt est entre vos mains... Mes amis, allez combattre, et vive la liberté! »

## Actes officiels.

Le Gouvernement provisoire, Vu le paragraphe 2 de l'art. 9 de l'arrêté en date du 15 mars dernier;

Vu les observations du commandant supérieur;

Considérant qu'il importe de mettre l'organisation du service de santé, dans la garde nationale du département de la Seine, en rapport avec la force numérique des compagnies, bataillons et légions;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le paragraphe 2 de l'art. 9 de l'arrêté en date du 15 mars dernier, est rapporté.

§ 1<sup>er</sup>. Le service de santé de chaque légion de l'infanterie de la garde nationale de Paris sera composé d'un chirurgien principal, d'un chirurgien-major par bataillon et d'un chirurgien aide-major par compagnie.

§ 2. Il y aura en outre dix chirurgiens à des-majors par légion pour le service du conseil de recensement et du jury de révision.

§ 3. La légion de cavalerie aura un chirurgien-major; chaque escadron aura un aide-major.

§ 4. La légion d'artillerie aura un chirurgien-major et deux chirurgiens aides-majors.

§ 5. L'état-major général aura un chirurgien en chef, trois chirurgiens principaux et trois chirurgiens-majors.

Art. 5. Les élections pour les chirurgiens principaux des légions d'infanterie, pour les chirurgiens-majors et aides-majors, seront faites par le corps médical de la circonscription de la légion, les officiers supérieurs de la légion et les capitaines commandants des compagnies.

Pour les légions d'artillerie et de cavalerie, les élections seront faites par tout le corps médical, les officiers supérieurs et capitaines commandants de ces corps.

Pour l'état-major général, les chirurgiens seront élus par le corps médical tout entier et les officiers composant l'état-major général.

Art. 4. Les chirurgiens de la garde nationale devront donner des soins gratuits aux gardes nationaux qui leur seront indiqués par un conseil formé dans chaque compagnie d'un nombre égal d'officiers, de sous-officiers, de caporaux et de gardes nationaux.

Art. 5. Le service médical dans les légions, bataillons et escadrons de la banlieue reste déterminé, quant au nombre des emplois de chirurgien-major et aide-major, par la loi du 22 mars 1831. Il sera pourvu auxdits emplois par l'élection. Ces élections seront faites par le corps médical de la circonscription de la légion, les officiers supérieurs de la légion et les capitaines commandant les compagnies, conformément à l'art. 3 ci-dessus, paragraphe 2.

Art. 6. Toutes les mesures relatives à l'exécution du présent arrêté seront déterminées par le maire de Paris, qui prononcera sur les diverses questions d'application et d'interprétation auxquelles cette élection pourra donner lieu.

Fait en conseil de Gouvernement, le 30 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Monsieur le rédacteur en chef de la Commune de Paris.

Monsieur,

D'après l'Impartial du Nord, votre journal me met au rang des rédacteurs de l'Assemblée nationale.

Il est faux que j'aie aucune relation avec ce journal et que j'y aie écrit une seule ligne.

J'ajoute que je n'ai jamais été rédacteur de l'Époque, et que dans le Conservateur, d'où m'excluait l'esprit démocratique de mon histoire des Révolutions de Paris, j'ai seulement écrit sur la diffamation un article qui serait vrai surtout aujourd'hui.

J'ai l'honneur d'être, etc.

CAPO DE FEUTILLIDE.

## ÉLECTIONS.

Ont été nommés représentants du peuple les citoyens :

Ille-et-Vilaine.

Legraverend, ancien député. — Bertin, ex-sous-préfet. — Lamartine. — Marion (Jean-Louis), propriétaire à Saint-Malo. — Jouin (Pierre), avocat. — Tréderne, conseiller municipal, propriétaire à Rennes. — Kédrel, journaliste. — Garnier-Kernault. — Legeard de La Dirais, président à la cour d'appel. — Bidard, avocat professeur à la faculté de droit. — Dandigné, ex-député. — Roux-Lavergne, professeur à la faculté des lettres. — Rabuan (Paul), avocat. — Fresnaud fils (Armand).

## Haute-Garonne.

Pagès (de l'Ariège). — Joly, commissaire du Gouvernement. — Armand Marrast. — Gatien-Arnoult, professeur de philosophie. — Dabeaux, avocat. — Calès, médecin. — Pégot-Ogier, propriétaire. — Mulé, négociant. — Malbois, propriétaire. — Remusat, ex-député. — Espinasse, ex-député. — Azern, propriétaire.

Aveyron.

Grandet, avocat. — Vincent, ex-procureur du roi. — Albat, vicaire général. — Affre. — Rodat, avocat. — Pradier. — Dalbis de Salze, propriétaire. — Dubruel. — Vernhet. — Médal, cultivateur.

## Loire-Inférieure.

Lanjuinais, ex-député. — Braheix, négociant. — Bédau, général. — Billault, ex-député. — Waldeck-Rousseau. — De Sesmaisons. — Favre. — L'abbé Fournier. — Desmars. — De Granville. — De La Rochette. — Favreau. — Camus de La Guibourgère.

## Côtes-du-Nord.

Morhery, médecin. — Perret, maire de Goumay. — Félix Carré. — Tréveneuc fils, propriétaire. — Glais-Bizoin, ex-député. — Loyer, notaire. — Legorrec, ex-député. — Tassel, id. — Depasse, maire de Lannion. — Jules Simon, professeur. — Ledru, sous-commissaire à Lannion. — Marie, armateur. — Rouvenag, avocat. — Michel, propriétaire. — Racinet. — Denis.

Orne.

De Tracy, ex-député. — De Corcelles, id. — Labertrie, id. — Ballot, id. — Ayliès, id. — Piquet, maire de Montagne. — Hamard, sous-commissaire à Domfront. — Curial, maire d'Alençon, ex-pair. — De Charencey. — Guérin, capitaine du génie. — Druet-Desvaux.

## Dordogne.

Dezeimeris, ex-député. — Dussolier, id. — Lamartine. — Auguste Dupont, rédacteur de l'Écho. — Amédée Lacrouzille, médecin. — Taillefer, ex-député. — Groslier-Desbrousses, avocat. — Savy. — Goubie. — Louis Latrade, commissaire du Gouvernement. — Delbetz, médecin. — Ducluseau, ex-député. — Chavoix, médecin.

## Charente-Inférieure.

Renou de Ballon, ex-député. — Bethmont, ex-député. — Baroche, idem. — Gaudin, avocat. — Dufaure, ex-député. — Brard, médecin. — Target, ouvrier à Rochefort. — Debain, chef d'institution à Paris. — Audry de Puyraveau, ex-député. — Dupont de Bussac, ex-avocat. — Couteau. — D'Argenteuil, médecin.

Isère.

Saint-Romme, procureur général. — Farconnet, maire de Grenoble. — Marion, conseiller à la cour d'appel, ex-député. — Tranchard, président du tribunal de Bourgoin. — Bertholon. — Crépu, journaliste. — Briller ou Brisset. (Il y a doute sur l'orthographe.) — Froussard, commissaire général. — Blanc. — Chollat, major général de la garde nationale de Lyon. — Clément. — Repellin, avocat. — Durand-Savoyat. — Rocyat. — Renaud.

## Finistère.

De Lamartine. — Graveran, évêque de Quimper. — Rossel (Victor). — Décourant, maire de Morlaix. — Le Breton (Louis). — Brunel, président. — Kersauson, avocat. — Lacrosse, ex-député. — Tassel, ex-commissaire du Gouvernement. — Fauveau, ingénieur. — Kérannec. — De Fournas, propriétaire. — James Mège. — Emile Riverieux, propriétaire. — Soubignon.

Vienne.

Drault, ex-député, commissaire général. — Bonnin, ex-député. — Barthélemy, conseiller. — Béranger, avocat. — Bourbeau, maire de Poitiers. — Pleygnard, juge. — Junyen, ex-député. — Jeudi, propriétaire.

## Corrèze.

Latrade, commissaire général à Périgueux. — Madesclaire, commandant de la garde nationale. — Bourzat, avocat. — Teniez, avocat. — Favart, avocat, maire de Tulle. — Dubouquet-Laborde, ancien sous-préfet. — Lebraly, ancien sous-préfet.

## Bouches-du-Rhône.

Barthélemy, maire de Marseille. — Ollivier Démosthènes. — Lamartine. — Berryer, ex-député. — Sauvaire Barthélemy. — Astoin. — Laboulie, ex-député. — Lacordaire. — Pascal (d'Aix).

## Tarn-et-Garonne.

Léon de Maleville, ex-député. — Faure d'Erce, ex-député. — Rous, commandant de la garde nationale. — Detours, avocat. — L'abbé de Cazalès, supérieur du grand séminaire. — Delbrel, médecin.

Landes.

Victor Lefranc. — Frédéric Bastiat, économiste. — Numa Turpin, membre du conseil général. — Eugène Duclerc, sous-secrétaire d'Etat. — François Marrast, propriétaire. — Pascal Duprat, rédacteur de la Revue indépendante. — De Dampierre.

## Gironde.

Lamartine. — Billaudel. — Lubbert, capitaine de navire. — Richier. — Théodore Ducos, ex-député. — Servières, membre du conseil général. — Lagarde. — Denjoy. — Simiot, conseiller municipal. — Hovyn-Tranchère, propriétaire. — Delisle. — Desèze, avocat. — Amédée Larrien, propriétaire. — Clément Thomas. — Feuilhade-Chauvin.

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

Les représentants du peuple présents à Paris sont invités à vouloir bien, avant le jour de l'ouverture, fixé au 4 mai, se rendre au secrétariat de la questure de l'ancienne chambre des députés pour y donner leur adresse et recevoir une carte qui leur donnera la facilité de se faire reconnaître.

La même invitation est faite à tous les représentants qui arriveront à Paris. Ceux des représentants qui n'ont pas encore fait partie d'une assemblée législative voudront bien apporter à la questure leur acte de naissance.

## Départements.

On lit dans l'Industriel calaisien :

« Dans les diverses réunions publiques qui ont précédé ou accompagné les élections, nous avons pu nous convaincre que deux erreurs, également dangereuses, tendaient à s'inculquer dans l'esprit de nos concitoyens.

« La première, que nous serions tentés d'appeler la monomanie du communisme, menace d'envahir la bourgeoisie.

« En effet, le communisme semble vouloir passer à l'état d'idée fixe dans l'esprit d'un certain nombre de ceux qui possèdent : semblables à ces malades qui dans leurs hallucinations fiévreuses voient des monstres chimériques passer et repasser sans cesse devant leurs yeux, ils voient partout la loi agraire s'entr'ouvrir devant eux comme un abîme béant prêt à engloutir la famille et la propriété.

« Si vous avez le malheur de vous déclarer devant eux partisans de l'impôt progressif, du droit au travail, de l'amélioration du sort de la classe laborieuse, vous êtes communisme ! Ne cherchez pas à vous en défendre, vous l'êtes, vous le dites, ou si vous ne l'êtes pas, on vous forcera, comme Sganarelle, à être communiste malgré vous ! »

« Les ouvriers d'Indret sont venus hier à Nantes, au nombre d'à peu près une centaine, pour protester pacifiquement contre le résultat des élections politiques; mais ils ont continuellement tenu une conduite calme.

(National de l'Ouest.)

« En assistant aujourd'hui au défilé des délégués de canton, nous avons remarqué avec un sentiment pénible l'absence des paysans et des ouvriers. Pas un prolétaire ne se trouvait au milieu de ces hommes, qui sont plus ou moins républicains ou plus ou moins rétrogrades et qui ne représentent à vrai dire que l'ancien électoral à 200 francs.

Après cela osera-t-on prétendre que le peuple est entièrement souverain? Nous ne le pensons pas. Aussi nous disons avec une conviction profonde qu'il ne l'est pas encore, et nous ajoutons qu'il ne le sera pas davantage tant qu'il se trouvera sous la tutelle des dominateurs qui pèsent sur lui depuis près de soixante ans, c'est-à-dire tant qu'il y aura des maîtres en face des ouvriers, des administrateurs nommés exclusivement par la coterie des habits noirs en face d'administrés ignorants, des possesseurs privilégiés en face des prolétaires déshérités du droit au travail.

Pour le peuple, la misère et la dégradation sociale, qui le courbent encore et qui l'obligent à accepter la condition d'inégalité qu'on lui a faite et qu'on veut maintenir, sont les seuls attributs de puissance et de souveraineté.

Et il n'en a pas d'autres pour trôner sur le fumier de Job.

Qu'on cesse donc de nous dire qu'il est l'arbitre de sa propre destinée, — ce serait par trop ironique, — car on doit savoir depuis longtemps que la bourgeoisie étant premier ministre, le peuple ne peut être qu'un pauvre roi FAUXÉANT... comme au bon vieux temps des Clotaires et des Dagoberts.

(Républicain de la Dordogne.)

« Orléans vient d'avoir sa fête de la Fraternité, modeste, il est vrai, mais touchante. Vendredi dernier, sur les onze heures du matin, les trois bataillons du 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne, en garnison à Orléans, et plusieurs compagnies de la garde nationale, parmi lesquelles le corps d'artillerie était au complet, sont allés, suivis d'une foule considérable, au devant du détachement du 21<sup>e</sup> revenant de Paris, où il avait été recevoir, à la grande fête du 20 avril, le drapeau de la République. La rencontre a eu lieu aux Aydes, aux cris mille fois répétés de Vive la République! vive la ligne! vive la garde nationale!

Après une halte d'un quart d'heure, la colonne, sapeurs et musique en tête, reprit le chemin de la ville, entraînant sur ses pas la foule toujours grossissante de curieux, dont la plupart composée d'ouvriers rangés en bon ordre mêlaient ses chants aux airs patriotiques exécutés par l'excellente musique du 21<sup>e</sup>.

Ceci n'était que le prélude de la fête. MM. les officiers du 21<sup>e</sup>, prévenant sans doute les intentions des officiers de la garde nationale, offrirent gracieusement à ces derniers un punch qui fut accepté comme il était offert, avec la plus franche cordialité. Le rendez-vous fut pris pour le soir dans la jolie salle de l'Institut. La réunion devait se composer du corps des officiers de la ligne et de la garde nationale et d'un certain nombre de sous-officiers et de soldats tirés au sort. A l'heure indiquée, heure militaire, plus de cinq cents personnes étaient réunies dans l'intérieur de la salle, qui, à cet effet, avait été ornée avec beaucoup de goût.

La fête commença étincelante de chants, de fleurs et de lumières. L'expansion la plus franche, la cordialité la plus parfaite, n'ont cessé de régner parmi les convives. C'était plus qu'une réunion toute fraternelle, c'était en même temps

une charmante leçon d'égalité. Général, colonels, officiers, soldats, ouvriers même, — quelques-uns avaient trouvé place au banquet, — tous étaient confondus, se coudoyant gaiement, faisant abnégation les uns de leur dignité officielle, les autres de leurs méfiances et de leurs préventions. Par un heureux contraste, plusieurs dames mêlaient leurs gracieux visages aux jeunes et vieilles moustaches des convives. Des toast furent portés, suivis des acclamations patriotiques les plus vigoureuses, pendant que de son côté la musique du 21<sup>e</sup> faisait retentir la salle des airs des Girondins, de la Marseillaise et du Chant du départ. L'enthousiasme atteignit bientôt à son apogée. Il fallut pourtant se quitter; à dix heures, l'assemblée défilait aux applaudissements d'une foule immense qui se pressait aux abords de l'Institut et qui, pendant les deux heures du banquet, n'avait cessé de s'associer, par ses chants et par sa joie, au sentiment de fraternité qui réunissait cinq cents de ses frères.

De pareilles fêtes valent mieux que les plus belles phrases pour le triomphe des grands principes proclamés par la République.

(Démocrate d'Orléans.)

## Faits divers.

— On lit dans la Gazette des Tribunaux :

« On voyait ce matin, rue Thiroux, une voiture de déménagement, chargée d'un riche mobilier, arrêtée et mise sous séquestre par les jeunes gens de la garde mobile. Il s'agissait d'un déménagement clandestin, et il est bon de le constater, les sentiments de la population étaient énergiquement contraires à l'acte de mauvaise foi du locataire. C'est un progrès favorable aux propriétaires, qui ont des charges et des impôts et qui doivent être défendus. On nous signale encore un autre fait analogue à celui-ci qui s'est passé, rue Saint-Lazare, la semaine dernière, et qui faillit avoir les suites les plus terribles pour un propriétaire. Cette fois, un fabricant des Champs-Élysées ayant mis un placard pour annoncer qu'il était saisi par son propriétaire, et cette accusation ayant été reconnue calomnieuse, d'honnêtes ouvriers ont arraché ces placards en exprimant leur indignation. De pareils actes doivent rassurer la population, car ils attestent le bon esprit qui anime les masses. »

— Le citoyen Jacques Bizeul, un des derniers débris du Vengeur, a été nommé par le citoyen Guérin, alors commissaire du Gouvernement, maître de port à La Roche-Bernard. Cette nomination a été reçue avec joie par tous les patriotes du pays.

— C'est demain qu'aura lieu la clôture de la grande exposition des esquisses de la figure symbolique, peinte et sculptée, de la République à l'école des beaux-arts.

— Les économes des deniers de la République avaient eu l'idée de louer le parc de Monceaux 100,000 fr. par an à un entrepreneur de fêtes, ce qui faisait un fort beau revenu. Mais le citoyen Emile Thomas, directeur des ateliers nationaux, vient de couper court à cette idée en fixant son séjour dans ce beau jardin, où il passe agréablement son temps embaumé par l'odeur du seringat et du lilas, et enchanté par les mélodies nocturnes des fauvettes et des rossignols. Du reste, l'honorable citoyen Thomas se fait garder absolument comme un général dans son camp.

— L'avènement du duc de Bordeaux au trône de France vient d'être proclamé par l'Indépendant de l'Ouest, rédigé par le célèbre Charles Müller, élève des jésuites, pensionnaire du ministère de l'agriculture et du commerce et rédacteur du National, de l'ancienne Patrie, de la Nation, et disciple de M. l'abbé de Genoude. — Aussi la Gazette de France d'hier au soir s'est-elle empressée de reproduire la susdite proclamation.

On peut juger par ce fait à quelle hauteur est parvenue l'audace des légitimistes.

— Les grandes constructions particulières qui ont toujours occupé tant de bras reprennent de l'activité.

En ce moment on termine, à l'angle de la rue Basse-du-Rempart et de celle de la Chaussée-d'Antin, une vaste et belle maison tout en fer et pierre, qui est vraiment d'un aspect magistral. Elle pourrait contenir tous les habitants d'une ville de cinquième ordre.

## Bourse de Paris du 1<sup>er</sup> mai.

Les fonds français ont continué d'être très-fermes à la Bourse d'aujourd'hui. Les affaires ont eu beaucoup d'activité. On remarque que les départements achètent.

Le 5 0/0 fin du mois, ouvert à 48 25, a fini à 47 75.

Le 5 0/0 a fait d'abord 70 et s'est élevé jusqu'à 71, prix auquel il est resté.

Comparativement aux derniers cours d'avant-hier, fin du mois, le 5 0/0 a haussé de 25 c., et le 5 0/0 de 2 fr.

Au comptant, il y a eu hausse de 1 25 sur le 5 p. 100, de 5 fr. sur les chemins de fer de Versailles (rive droite) et de Rouen, de 2 50 sur celui de Versailles (rive gauche), de 1 25 sur celui de Strasbourg, de 50 fr. sur la Banque de France, de 10 fr. sur les obligations de la Ville et de 500 fr. sur le zinc de la Vieille-Montagne.

Il y a eu baisse de 25 c. sur le 5 p. 100, de 12 50 sur le chemin de fer d'Orléans, de 5 fr. sur ceux du Havre, de Marseille et de Tours, et de 2 50 sur ceux du Nord et de Lyon.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiens, 2.